

ZIMBABWE

Les dirigeants d'Afrique australe doivent condamner les violations des droits humains

Index AI : AFR 46/022/2004

ÉFAI

Embargo : jeudi 12 août 2004 (00 h 01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

rendre compte de leurs actes », ont-ils ajouté. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>

Les membres d'Amnesty International en Afrique australe ont écrit aux dirigeants de la région pour leur demander de condamner collectivement et publiquement les violations des droits humains commises par le gouvernement du Zimbabwe.

Ils ont adressé des lettres en ce sens aux chefs d'État et de gouvernement qui participeront au sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à l'île Maurice, le 16 août 2004.

« Le traité de la SADC oblige les États membres à agir dans le respect des droits humains, de la démocratie et de la loi. Les dirigeants des pays d'Afrique australe ont donc la responsabilité de réagir face à la crise des droits humains au Zimbabwe », ont-ils écrit.

Leurs lettres dénoncent une série de violations graves des droits humains, notamment :

- une législation répressive utilisée pour criminaliser les rassemblements pacifiques, contraindre au silence les médias indépendants et les organisations non gouvernementales ;

- les tentatives du gouvernement pour mettre fin à la distribution de l'aide alimentaire internationale, bien qu'il ait été informé à de multiples reprises de la nécessité de cette aide pour des millions de citoyens du Zimbabwe l'année prochaine ;

- les attaques systématiques du gouvernement contre l'indépendance des juges et des avocats ;

- l'absence d'enquêtes portant sur les allégations de torture et de mauvais traitements (y compris des viols) commis par les forces de sécurité et les milices de jeunes.

« Beaucoup d'éléments suggèrent que l'escalade de la répression est déjà en cours au Zimbabwe, en préambule aux élections législatives de l'année prochaine. Nous appelons les dirigeants du SADC à respecter leurs engagements en ce qui concerne les droits humains et à faire en sorte que les gouvernements d'Afrique australe aient à